

GAUDIN ET LES PEDES : **Vie politique et mobilisation associative homosexuelle à Marseille**

Y a-t-il un contexte politique sous-jacent à la vie associative homosexuelle ?
Quelle est ce contexte dans lequel évoluent les mobilisations associatives ?

Les années 1970 sont des années de révolte. Chez les lesbiennes comme chez les gays, la multiplicité des points de vue liés aux vécus des un-es et des autres, conduit à un bouillonnement politique et social, fait d'anarchisme et d'individualisme. Ce n'est que lentement que se constituent des coagulations sur des objectifs. Ce n'est que lorsque des projets collectifs apparaissent qu'ils peuvent être catalogués politiquement lorsqu'ils s'opposent aux pouvoirs politiques et aux législations en place, dans les faits il s'agit des pouvoirs et les lois régis et appliqués par la droite. C'est alors que les gays et lesbienne mobilisés apparaissent comme étant de gauche. Mais avec des confrontations sévères à l'intérieur de la gauche.

A Marseille le GLH apparait alors comme étant de gauche. En particulier lorsqu'il réclame la dépénalisation de l'homosexualité. Du côté des lesbiennes des positionnements politiques analogues se manifestent, en solidarité avec les femmes dans les combats pour la pilule contraceptive et pour l'avortement, avec les gays pour la dépénalisation. Mais dans cette ville comme ailleurs, un socle important de refus de positionnement politique existe, évitant de se faire remarquer, de prendre quelque risque que ce soit, de rester caché, acceptant mal de parler d'homosexualité pour qualifier leur propre vécu, souvent furtif et cantonné à quelques lieux, à quelques fréquentations, à quelques voyages à l'étranger. Globalement, le refus de faire de la politique est, dans les faits, une acceptation, résignée ou pas, de la législation en place et du pouvoir qui l'impose.

L'apparition de la gauche de gouvernement change incontestablement le contexte, il dynamise les plus mobilisés, mais il gêne les plus dissimulés car il heurte leur sensibilité, ils craignent les conséquences de la visibilité et les retours de bâton. Arcadie est un réseau discret du côté des hommes. A gauche comme à droite, l'homosexualité reste taboue, d'autant que l'homophobie est dominante partout.

Dans la classe politique Jean-Claude Gaudin est radicalement hostile à toute visibilité. De nombreux homosexuels de droite apprécient sa discrétion et au fur et à mesure qu'il prend du pouvoir, se sentent à l'abri auprès de lui. En 1986 il devient président du conseil régional, après Michel Pezet, PS, et en 1995 il devient maire de Marseille, après Robert-Paul Vigouroux DVG (ex-PS).

L'homme Jean-Claude Gaudin est d'autant plus emblématique qu'il est homosexuel, homme politique, de droite et bon catholique. Il ne peut pas être indifférent à ce qui concerne l'homosexualité militante qui existe dans la ville, il a fait le choix de la dissimulation, jamais il ne parle d'homosexualité, encore moins en ce qui le concerne. Il avance à pas feutrés en ce domaine, et il craint tout outing, il craint d'être « dénoncé » comme homosexuel, il avance en politique, comme un prêtre complètement dévoué à cette cause, et il fait beaucoup pour donner le change, en particulier il a les meilleures relations possible avec l'Eglise, avec l'Opus Dei ou les chevaliers de Malte, il finance la remise en état des églises, rend visite aux papes, il se rend à l'occasion des fêtes de Noël à l'asile de nuit tenu par les Frères de Saint-Jean de Dieu, respecte le vœux des échevins (qui rendent hommage à Dieu annuellement en l'église

du Sacré-Coeur pour avoir mis fin à la peste de 1720), il soutient - à titre personnel ou municipal - les « œuvres » (auxquelles la bourgeoisie marseillaise apporte son aide depuis le XIX^{ème} siècle), ce qui se prolonge dans l'appui discret aux associations de lutte contre le sida. Il accorde son soutien à Marseille Espérance, instance pluri-religieuse créée par son prédécesseur Robert Vigouroux, comme espace de rencontre entre les communautés et lorsqu'il aura terminé son mandat de maire, il restera à la tête de cette instance. Dans son dernier mandat, il prendra sans réticence - facétie suprême - comme adjointe à la Famille, Catherine Giner, membre de l'Opus Dei, responsable de la Manif pour Tous en 2013 qui considère que le « lobby gay » formate les esprits dans l'éducation nationale.

Jean-Claude Gaudin prend dès le début comme directeur de cabinet un ami, Claude Bertrand, un homme discret dans lequel il a une confiance absolue, homosexuel aussi, chargé de le protéger de toute intrusion, de toute atteinte à l'image de son maître.

Jean-Claude Gaudin a été formé par les frères maristes, il a enseigné l'histoire et la géographie à Saint-Joseph de la Madeleine, près des Cinq Avenues. Il connaît les arcanes des établissements d'enseignement libre et les congrégations religieuses (Jésuites, Dominicains, etc.). Il a conquis la bourgeoisie marseillaise par son image recommandable et sa fidélité à l'Eglise. Le reste est de l'ordre de la vie privée, comme il est possible depuis longtemps. L'homosexuel doit se faire discret, ce n'est qu'à cette condition qu'il est admis. Et Jean-Claude Gaudin a intériorisé cela depuis toujours. Il doit cela à sa mère qui vivra longtemps à ses côtés. Il a rattrapé sa « basse extraction », petite bourgeoisie, métier d'enseignant, par sa progression exemplaire et son image sans tâche, il n'est pas question d'abimer cette image.

Il est passionné par la politique dès son plus jeune âge, ses références sont les Républicains Indépendants de l'ancien ministre Henri Bergasse, et les Démocrates Chrétiens de l'ancienne ministre Germaine Poinso-Chapuis. La morale, la tradition, l'anticommunisme, le combat mesuré contre Gaston Defferre, rempart contre le communisme un temps mais concurrent ultime.

En 1965, à 26 ans, repéré par les leaders des Républicains Indépendants, de l'ex-CNIP (Indépendants et Paysans) d'Antoine Pinay (avec Henri Bergasse, Jacques Rastoin et Théo Lombard), il est élu au conseil municipal sur la liste socialo-centriste de Gaston Defferre, face à la liste gaulliste UNR. Il est le benjamin du conseil municipal ; il se joint à Jean-Pierre Fouque pour créer la section Jeunes. J.P. Fouque est président de cette section Jeunes, J.C. Gaudin en est secrétaire. Ils font de la distribution de tracts et de l'affichage pour ces candidats. Fouque est suppléant de Simone Cassagne qui est MRP, et se présentera à plusieurs élections de 1967 à 1973. Il organise avec Jean-Claude Gaudin un débat autour du président du CNIP à la brasserie des Danaïdes. Gaudin est désormais lancé en politique, il sera réélu en 1971.

Lors du vote du Pacs au Sénat en 1999, Jean-Claude Gaudin se débrouille de ne pas prendre parti, vice-président du Sénat depuis un an, il préside la séance, ce qui lui permet de s'abstenir. Il n'est pourtant pas tout à fait hostile mais il ne déclare rien publiquement, Christine Boutin est loin d'être sa tasse de thé, et de façon énigmatique, il dit à Jan-Paul Pouliquen, président du Collectif pour le PACS : « Quand on est jeune on baise comme on veut, quand on est vieux on baise comme on peut ».

Lors du débat sur le Mariage pour Tous en 2013, il est plus incisif, il pense que c'est trop demander et il le dit. Cela lui permet de se « ranger » dans son camp politique, déjà divisé, il est inattaquable pour les uns, il persévère dans la tartufferie pour d'autres.

Son art de la dissimulation, y compris lors de ses derniers mandats alors que les LGBT+ sont de plus en plus visibles sur la place publique, entraîne toutes sortes d'interrogations et de conjectures, de spéculations et d'insinuations. Jean-Claude Gaudin est-il homosexuel ? L'auteur de ces lignes en est réduit comme tout le monde à rechercher des indices et des informations - plus ou moins - fiables. Il voit bien que plusieurs membres du cabinet du président du Conseil régional - où il travaille - sont homosexuels. Puis un jour un homme, la trentaine, qui travaillait au cabinet, se livre, il avait pour fonction de trouver des jeunes susceptibles de répondre en toute confidentialité aux désir sexuels de J.C. Gaudin, il se livre sans doute parce qu'on vient de mettre fin à son contrat. Un autre jour un jeune tunisien de rencontre remarque une photo, devenue carte postale, que j'avais sur mon étagère, il se reconnaît sur la photo et explique qu'il connaît bien Jean-Claude Gaudin, il passait des week-ends avec lui dans des hôtels où il l'emmenait, à Vitrolles ou sur la Côte d'Azur.

Beaucoup plus tard, fin 2022, alors que Jean-Claude Gaudin n'est plus en responsabilité et que Jean-Pierre Fouque, fondateur du FSMC (France Sport Moto Club), est décédé, viendra l'information sur l'intimité sexuelle entre J.C Gaudin et J.P. Fouque, lequel l'a initié à de nouveaux plaisirs sexuels. Autre histoire, un ancien du GLH originaire de Mazargues comme Jean-Claude Gaudin raconte que sa mère le fréquentait, un jour Gaudin le drague, le copain lui fait un sourire en lui rappelant qu'ils se connaissent depuis longtemps... Un autre ami du GLH le connaît plus intimement grâce sa mère qui s'est engagé en politique auprès de lui. Enfin en 1996 un ami antiquaire, très expansif, à l'homosexualité bien visible, raconte qu'adolescent, il faisait du pédalo avec lui dans les calanques. Il n'y a que ceux qui ont des réseaux de cet ordre qui peuvent savoir que l'homosexualité de Jean-Claude Gaudin est une réalité, la concordance des indices permet de donner une fiabilité à l'information. Le rôle de Claude Bertrand est un gage de protection, il verrouille mais ne peut pas tout verrouiller. Claude Bertrand lui-même a été repéré par le passé par certains homosexuels.



Jean-Claude Gaudin et Claude Bertrand en 1993
- In Marseille l'Hebdo 20 janvier 2013 -
(à gauche, Jean-Claude Gondard, directeur général des services à la Région puis à la Ville)

Jean-Claude Gaudin a construit son homosexualité dans un cercle d'amis très proches, ce qui lui a garanti une vie du « placard ». Sa foi catholique le porte à la contrition, ses opinions politiques le portent à la dissimulation, il sait qu'il n'a aucune chance si l'on apprend ses tendances. Il a deux vies, comme tous les hommes placardisés dont il entend parler ont dû faire, il a le devoir de séparer de façon étanche vie privée et vie publique s'il veut avancer, seule concession à la modernité, il ne va pas faire semblant au point de faire un mariage de raison, il botte en touche, la seule femme qu'il aime est la Vierge Marie. Mais à partir de là il se méfie comme de la peste de ces homosexuels visibles, trop voyants, qui réclament des droits. Ils vont détruire ce qui a été gagné, une liberté réduite conquise à force de préservations de tous les dangers (venant des maîtres-chanteurs de tous ordres comme des policiers fouineurs) et une vie sexuelle réduite à des rencontres rares et protégées.

Il se sent proche des homophiles d'Arcadie qui filent doux, il voue aux gémonies les révoltés du FHAR (Front homosexuel d'action révolutionnaire) du début des années 1970 qui visent à détruire ce fragile équilibre. La candidature aux élections municipales d'Aix-en-Provence en mars 1977 des « homosexuels » de la Mouvance folle lesbienne ne peut que l'exaspérer. Et, lorsque le GLH (Groupe de libération homosexuel) de Marseille apparaît, il n'a évidemment rien voir avec « ça » et il n'a rien à faire avec la loi de dépénalisation de l'homosexualité de 1982 qui concerne une frange de l'homosexualité qui n'est plus la sienne celle des 15-21 ans et une gauche de gouvernement contre laquelle il lutte au niveau national.

Il est à l'inverse percuté par l'assassinat de Gustave Arlès de 67 coups de couteaux sur un lieu de drague d'Orange le 29 mai 1977, la soixantaine, notable de Mazargues, patron de la Sté Renaudin, marié avec enfants, dont personne ne peut imaginer qu'il était homosexuel. Pour lui c'est la stupeur, c'est une menace, le renforcement de sa conviction qu'il faut être inattaquable et se ranger au maximum, surtout s'il veut poursuivre une carrière politique. Il s'accommode avec un Gaston Defferre anticommuniste dont la droite marseillaise se rapproche malgré elle quand la menace communiste se rapproche.

Aucun lien ne peut s'établir entre lui et le GLH de Marseille de son apparition en 1978 lors de son accession au pouvoir régional en 1986. Il tendra peu à peu l'oreille à la question du sida grâce à ses adjoints délégués à la santé, Jill-Patrice Cassuto à la Région puis Jean-François Mattei, à la Ville, soutiendra l'association Aides puis la Maison vouée aux malades en fin de vie de Gardanne. Pour ce qui concerne la cause homosexuelle, il fuira le débat le plus possible, d'autant qu'il redoute les insinuations du puissant Front National, évitant le vote de subventions soumises à délibération, il acceptera seulement de donner silencieusement une aide technique aux universités d'été.

Lorsqu'il est élu maire de Marseille en 1995, les choses deviennent sérieuses pour lui. Il faut organiser le barrage entre ce mouvement homosexuel qui se reconstruit après l'effondrement lié au sida. Lorsque ces associations signent un texte commun pour lui demander qui sera leur interlocuteur, Claude Bertrand, son homme-lige, répond en se désignant lui-même. La crainte est maximum, il a désormais trop peur d'être outé par ces vilains petits canards. Et plutôt que de rester sur la défensive, il contre-attaque, il « désigne » dans ce milieu associatif ceux qu'il voudra bien avoir comme interlocuteur, et met en place un contre-feu en choisissant ceux qu'il voudra bien aider. Bien sûr les choses ne sont pas aussi claires, mais elles apparaissent mieux avec le recul.

En 1992-1993 un mouvement homosexuel associatif fort se constitue, il ne lui est pas particulièrement hostile mais il suscite sa méfiance. Les débats internes se développent dans

un contexte politique d'ensemble où droite et gauche s'affrontent, globalement le milieu associatif militant est plutôt de gauche, mais les milieux homosexuels de droite ont appris à se mobiliser à leur tour faisant sien la dépénalisation de 1982, s'appuyant sur le milieu commercial et bientôt créant ses propres associations. Jean-Claude Gaudin trouve ses alliés chez ceux qui étaient silencieux et qui maintenant relèvent la tête. Le conflit éclate dans le milieu associatif, Jean-Claude Gaudin et Claude Bertrand ont un atout impliqué dans le milieu associatif, Marc Billoud, antiquaire, qui devient le poisson-pilote de la recomposition. Grâce à lui la Lesbian and Gay Pride peut être reprise en main.

En 1994 et 1995 le défilé des homosexuel-les se déroule sur la Canebière, la mobilisation est allée en s'amplifiant et les partenaires qui s'associent à la semaine d'animation et de débat se font plus nombreux, surtout le grand bal de la nuit du 25 juin 1995 est un succès, avec 1 200 personnes, coup de tonnerre pour les boîtes de nuit commerciales - en particulier le New Cancan - qui voient apparaître une concurrence désagréable. Plusieurs acteurs qui ne se sentent pas accueillis par ce milieu associatif et fréquentent activement le milieu commercial gay sentent le vent venir, les commerces veulent prendre toute leur place dans cette montée en puissance et ; de gré ou de force, ils prennent rang dans ce mouvement qui, à leurs yeux, est parti pour prendre de l'ampleur, et ne doit pas concurrencer leur activité lucrative.

Jean-Marc Astor, après avoir créé Boucle rouge afin de faire de la sensibilisation sur le sida grâce à une subvention publique, a lancé le magazine gratuit Ibiza, diffusé dans les lieux commerciaux gays et financé grâce aux leurs publicités, Eric Séroul et Patrick Rogel font des articles pour ce bulletin. Eric, séduit par Bernard Tapie, est fort de son implication dans la communication de l'OM (Olympique de Marseille). Marc Billoud devient leur porte-drapeau, son énergie et son charisme font merveille, son accueil généreux dans son appartement et ses relations avec le maire sont providentiels. D'autant que celui-ci séduit un temps les associations en les réunissant chez lui.

Les nouveaux venus sont introduits auprès du maire, ils lui permettent d'éviter un contact qui promettait d'être rugueux avec le mouvement associatif. Pendant près de quinze ans (1996-2010), Avec le soutien d'Eric Séroul et de Patrick Rogel au début, puis seul Jean-Marc Astor devient président incontesté de la Lesbian and Gay Pride, il sait s'adjoindre une, deux ou trois lesbiennes, attirer à lui de nombreux jeunes bénévoles, puis le MJS (Mouvement des jeunes socialistes), il convainc de sa légitimité l'Interpride (qui coordonne les marches des Pride en France) dont il est seul interlocuteur. Il obtient régulièrement l'aide technique nécessaire auprès de la Ville.

Ce nouveau milieu associatif convient à la Municipalité.

Michel Piacenza a eu une boîte de nuit qui a eu un gros succès du côté des Milles, il a ouvert le bar 1900 en haut du Bd d'Athènes, puis il a acheté le Cancan à Alice Guérini - veuve de Mémé Guérini - et l'a appelé le New Cancan. Le Cancan, puis le New Cancan a une place essentielle pour les homosexuels marseillais, c'était pendant l'un des seuls lieux de sociabilité, et de coming out, pour les gays. Il y a eu pendant très longtemps la Mare aux Diables, loin de la ville, en limite d'Allauch et de Plan de Cuques, des bars de nuits dans les rues Sénac et Curisol autour du Cancan, et des bars de nuits du quartier de l'Opéra (comme l'Eagle, devenu l'Enigme tenus par Maurice, rue Beauvau, et le Boots, rue Haxo) ainsi que les saunas souvent sordides et les lieux de drague extérieurs, mais le Cancan est resté un pôle majeur avec ses spectacles travestis et sa danse du tapis.

La vie associative qui s'est construite à partir des années GLH à la fin des années 1970 n'avait pas de lien avec le Cancan, elle faisait le choix de la visibilité par opposition en quelque sorte

avec le monde de la nuit. Ces deux espaces étaient inévitablement complémentaires, mais les contacts étaient rares et les préventions étaient fortes, les lieux commerciaux sont vus comme se faisant du fric sur le dos des homos, les lieux associatifs (militants, politiques, donneurs de leçon, parfois concurrents avec leurs bals) étaient regardés sans sympathie particulière.

Et lorsque l'association Aides est arrivée avec ses préservatifs gratuits à distribuer, elle a été d'abord mal reçue car elle apportait la désolation et risquait de faire fuir la clientèle.

Un lien objectif s'établissait entre les commerces gays et la municipalité, elle lui assurait protection et sécurité. Ils trouvaient en elle l'assurance nécessaire à leur chiffre d'affaires. Le lien se fait peu à peu plus étroit. Il deviendra évident lorsque Martine Vassal prendra la succession de Jean-Claude Gaudin à la tête de la Métropole, candidate aux élections départementales elle invitera en particulier Michel Piacenza en même temps que les associations. Plus tard elle célébrera en tant que maire de secteur son mariage avec Julien Van Caneghem, lequel deviendra membre de son cabinet à la Métropole.

Jean-Claude Gaudin a des relations privilégiées avec d'autres établissements commerciaux, ainsi le patron du Boots sera recruté par la Ville lorsqu'il devra quitter son bar de nuit, et entretiendra d'autres contacts avec le milieu gay commercial (dans la rue Glandevès il est un habitué du restaurant gay friendly Chez Vincent dont il décorera sa tenancière à la fin de ses mandats, il décorera aussi que le transformiste Zize du Panier ou Dupanier, ancien amant de Coccinelle).

Le milieu de la nuit est ainsi le réseau privilégié par la municipalité.

Jean-Claude Gaudin est un proche de Jean-Pierre Fouque depuis la fin des années 1960, Jean-Claude Gaudin est entré rapidement en politique, Jean-Pierre Fouque à la vie plus dissolue n'a pas eu cette chance. Mais ils sont restés très proches dans leurs différences, l'un très rangé au profil impeccable, accepté par la bourgeoisie marseillaise malgré son origine modeste, l'autre très indépendant, attiré par Saint-Tropez et les milieux d'argent, mais surtout fasciné par le sado-masochisme au point de fonder à Marseille le magasin Boy's cuir puis le FSMC (France Sport Moto Club). Jean-Claude Gaudin trouve en Jean-Pierre Fouque un initiateur et s'il n'est pas particulièrement attiré par cette forme de sexualité, mais il trouve là un milieu homosexuel, voire des amis, sécurisant qui ne risque pas de le compromettre tant les garanties de discrétion sont fortes (et le masque qui accompagne certaines tenues de cuir, permet, tel le masque vénitien, au besoin l'anonymat total). Jean-Pierre Fouque crée une fédération des clubs cuir et même une confédération européenne, dans laquelle il montre une grande capacité d'organisation. Ce réseau est très sûr, il n'a rien à voir avec les mouvements homosexuels / LGBT échevelés qui se créent dans de nombreuses directions. Le chef du réseau est marqué à droite. Par bien des aspects il a une parenté avec le réseau Arcadie qui aurait pu séduire davantage Jean-Claude Gaudin, plus lointain, plus mondain et sans doute moins sûr pour lui. Jean-Pierre Fouque est resté un soutien politique, il s'est présenté à certaines élections en soutien à l'UDF de Gaudin. Mais surtout son réseau permet à Jean-Claude Gaudin de « tenir » un autre volet de la vie homosexuelle locale.

Le basculement de la vie associative militante des années 2010 introduit quelques incertitudes pour Jean-Claude Gaudin, maire depuis 15 ans et qui entend bien le rester. Il lui faut continuer à garder les rennes du milieu homosexuel, comme il s'efforce de garder les rennes de toutes les communautés qui comptent dans la ville.

En 2010, une première fracture intervient dans l'équipe de gestion de la Lesbian and Gay Pride, un jeune loup, Sébastien Gony se sent capable de prendre la relève de Jean-Marc Astor, par chance il est dans la filiation politique de Jean-Claude Gaudin, il reçoit les aides

nécessaires pour tel ou tel événement qu'il organise (pour le 17 mai journée contre l'homophobie et lors de la Pride il peut organiser une 2^{ème} marche).

Mais une seconde fracture apparaît, plus sérieuse, lancée par Christophe Lopez, issu du milieu commercial, qui tient un bar avec backroom, puis un sauna moderne. Il choisit de faire alliance avec l'ensemble du milieu associatif - avec Eric Séroul aussi désormais convaincu qu'une organisation de la Pride qui n'intègre pas le milieu associatif n'a pas d'avenir - pour renverser Jean-Marc Astor. A vrai dire pas tout à fait l'ensemble du milieu associatif, le CEL (Centre Evolutif Lilith) se méfie depuis toujours des commerces gays dont il est une figure montante, Lopez n'est ni dans la volonté ni dans la capacité de leur tendre la main, et ce sera sa faiblesse. Le ras le bol de la gouvernance Jean-Marc Astor est général, il peut organiser avec succès la Pride de 2011 après avoir créé l'association Tous&Go.

En 2012 le climat est autre. Une nouvelle équipe est arrivée à la tête de l'association Lesbian and Gay Pride, elle obtient ce que Eric Séroul et Jean-Marc Astor réclamait depuis des années à l'organisation internationale EPOA (European Pride organisers association), le label Europride pour 2013, alors que la Ville a été retenue pour l'année européenne de la Culture.

L'association LGP est désignée pour organiser cette Europride. Dès lors les nouveaux dirigeants de la LGP, Suzanne Ketchian, organisatrice de soirées gay et lesbiennes (à l'Annexe, près des Réformés en particulier) et Gilles Dumoulin (ancien du journal Gai Pied et ami très proche de Jean-Marc Borello du groupe SOS) sont incités de divers côtés à organiser la marche de la Pride de 2012 pour faire leurs preuves en quelque sorte. La fédération des Pride de France les pousse dans ce sens. L'EPOA ne peut être contre cette idée. Le plus haut niveau de la ville de Marseille ne peut pas voir cela d'un mauvais œil : ce Christophe Lopez ne lui convient pas trop, il représente une dynamique commerciale concurrente de celle de Michel Piacenza, il s'allie avec les associations militantes, et de plus il est prêt à s'appuyer sur le président de gauche de la Métropole Eugène Caselli. Alors que Suzanne Ketchian s'appuie sur la municipalité et lui fait miroiter les centaines de milliers de personnes que l'Europride va drainer vers la ville.

Dès le label obtenu par la LGP fin 2011, le CEL prend attache avec de Suzanne Ketchian qui lui attribue bien volontiers la possibilité d'organiser une Eurolesbopride. Même si elle est un peu prise au dépourvu par cette appellation, c'est pour elle un fabuleux atout pour donner corps au projet d'Europride. Le CEL obtient aussitôt l'appui de la Coordination Lesbienne en France, ce qui lui permet d'organiser son grand événement dans le cadre de l'Europride. Et les lesbiennes du CEL se rallient à l'idée d'une marche de la Pride organisée par la LGP dès 2012, quitte à concurrencer celle que Tous&Go et les associations qui le suivent, est en train de préparer.

Dès lors, il y a deux Marches qui s'organisent pour la Pride de 2012, celle de Tous&Go et celle de la Lesbian and Gay Pride, d'importance quasi égale. Terrible dilemme pour la classe politique qui a l'habitude de se mettre en avant pour tenir la banderole des homosexuels. Mais surtout terrible préfiguration de ce que risque d'être l'Europride de 2013. Un moment l'hypothèse d'un donnant-donnant entre les deux organisations (la Pride de 2012 à Tous&Go, l'Europride de 2013 à la LGP) avait été évoquée mais elle a fait long feu, aucun accord ne s'est dessiné.

L'Europride de 2013 est globalement un échec. Fiasco pour l'équipe de la LGP (devenue Lesbian and Gay Parade) avec un calendrier compliqué à établir, des engagements financiers

considérables pour des expositions, des conférences et des spectacles difficiles à tenir, et une marche qui au bout du compte attire beaucoup moins de monde que prévue. L'Eurolesbopride est une réussite, mais fermée sur elle-même - avec son exigence de non mixité absolue - et de peu de plus-value pour Suzanne Ketchian qui est surtout face à de grandes exigences de la part de ses organisatrices. Un autre événement est une grande réussite, le Forum euroméditerranéen organisé par le collectif IDEM, mais lui aussi assez replié sur lui-même par la force des choses car aucun financement ne lui est apporté par le staff de l'Europride.

Le Ministère des droits des femmes soutient l'Eurolesbopride, ainsi que la Région. L'élue régionale aux discriminations, Gaelle Lenfant, s'intéresse surtout aux droits des femmes et soutient l'Eurolesbopride plutôt que d'autres composantes de l'Europride.

De son côté le maire de Marseille qui a promis une aide à l'Europride, sent bien la complexité de ce qui se passe. Il ne peut pas apparaître comme le deus ex machina dont il avait rêvé. Et au lieu de donner une subvention à l'Europride, il donne une aide conditionnelle importante mais contraignant les organisateurs à choisir le bureau de communication qui lui agréé, dirigé par l'ancien président de Gaylib (les Gays libéraux qui soutiennent l'UMP), venu à sa rencontre à point nommé, Sébastien Chenu, lequel ralliera bientôt le Rassemblement National de Marine Le Pen...

Les années qui suivront seront plus calme pour le maire de Marseille. Et reconstructives pour le mouvement homosexuel marseillais.

Lorsque Jean-Claude Gaudin quitte la scène municipale en 2021. L'absence totale de visibilité du maire sortant sur son homosexualité personnelle, l'absence d'engagement de sa part en faveur des combats pour les droits des LGBT, son choix de travailler pour l'essentiel en sous-main dans le milieu homosexuel et pour son intérêt politique propre, ne peut provoquer que perplexité, regret et colère.

Christian de Leusse
Mai 2023